

Association France-Amériques  
Forum du Futur

Conférence du 5 octobre 2009

« Quelles perspectives après les élections en  
Iran ? »

Intervenant :

- Bernard Hourcade, Directeur de recherches au CNRS.

Président de séance :

- Amiral Jean Bétermier, Président du Forum du Futur.

- Jean Bétermier : Le début de l'enregistrement est manquant ... Je dis ça parce soit nous avons eu déjà le plaisir de l'accueillir ici dans le cadre de France-Amériques et de Forum du Futur, soit parce que la situation est telle qu'on le voit régulièrement apparaître - soit on le voit, soit on l'entend - à la télévision. Je ne m'attarderai pas sur sa brillante carrière, sur l'ensemble de ses diplômes, son oeuvre. On vous a remis un petit CV qui fait trois pages. Bernard Hourcade est agrégé de Géographie, docteur en Géographie. Il a en particulier dirigé l'Institut d'Études franco-iraniennes à Téhéran pendant 5 ans, de 1978 à 1983. Il se rend régulièrement en Iran, ainsi que dans de nombreux pays, sur le thème de l'Iran, car sans trahir de secret, de hautes autorités en charge du dossier n'hésitent pas à faire appel à Bernard Hourcade pour avoir sa vision de l'Iran. Nous avons pris ce rendez-vous au lendemain des élections, pour être sûr de l'avoir je m'y étais pris le lendemain des élections, il avait accepté très aimablement. Depuis bien des choses se sont passées. Et la vision que le professeur Hourcade va nous faire partager, c'est quand même celle de la dynamique qui s'est enclenchée après ces élections, et dont on voit aujourd'hui les premiers signes de changement. Cher ami, nous vous écoutons.

- Bernard Hourcade : Merci Amiral, c'est toujours un plaisir de pouvoir sortir de sa tour d'ivoire universitaire comme l'on dit, et d'essayer de partager ce que j'appellerais mes "non-connaissances" de l'Iran. Parce qu'on dit que la science commence quand on mesure son ignorance. Alors là, je suis très savant sur l'Iran parce que l'ampleur de mon ignorance est gigantesque. Plus les choses avancent, plus on se rend compte qu'on est bien incapable de proposer des hypothèses crédibles. Je vais quand même essayer ce soir de vous tracer quelques hypothèses après tout ce qui vient de se passer en Iran, et de voir, non pas les héritages - on connaît le système iranien, on connaît la dictature iranienne, on connaît 30 ans de situation pénible, dure, cruelle, pour les 70 millions d'Iraniens, pour les nombreux qui ont dû partir en exil. Tout ceci est bien connu. Mais essayons de voir comment les choses bougent, parce que la Terre tourne tous les jours, et que donc, l'Iran d'hier n'est pas l'Iran de demain. Et essayons de voir comment tout cela peut avancer.

Il s'agit donc de voir quelles sont les perspectives après les élections. Tout le monde s'attendait dans ces élections à voir l'un ou l'autre candidat gagner, et puis, après quelques soubresauts, les choses continuer comme avant, quel que soit le résultat. Or, pour la première fois depuis trente ans, le résultat a été contesté. En effet, d'habitude en Iran l'élection, il y a les élections : elles ont une fonction importante qui est de légitimer celui qui a gagné. Une fois que l'on sait que quelqu'un est le plus fort, on fait une élection, l'élection a lieu, et l'on constate que c'est untel qui a gagné et c'est très bien comme ça. Très peu de protestations parce qu'on reste entre soi, et que c'est un clan qui gagne contre l'autre. Et l'élection a une fonction de légitimation. Or pour la première fois, en juin dernier, on s'est rendu compte qu'il y avait un refus de l'élection, une contestation de

l'élection : l'opposition n'était pas d'accord. Et pourquoi cette émeute, et ces manifestations exceptionnellement fortes ? Qui a gagné ? Je n'en sais rien. Et je ne sais pas d'ailleurs, si quelqu'un le sait en Iran... Parce que le décompte des votes a été fait mais ensuite il y a eu un certain nombre de phénomènes non contrôlés ou très bien contrôlés, qui font que les résultats sont difficilement interprétables. Cela dit, pour la première fois, les Iraniens ont publié les résultats urne par urne. J'ai sur mon ordinateur les 46.000 urnes d'Iran localisées par canton. Première fois que l'Iran publie ces résultats. Et malgré toutes les erreurs, les tricheries, il y a pas mal de choses à tirer de ces élections. On a dénoncé le fait que par exemple, beaucoup de bureaux de vote avaient un résultat qui se terminait par 0, 00, ou trois zéros, ce qui statistiquement est impossible. Les statisticiens ont redressé tout cela, le bilan est qu'au final, c'est moitié-moitié : les deux forces d'Ahmadinejad et de Khatami, et de l'opposition, sont globalement à égalité : 55-45 ou 45-55, personne le sait trop, et personne ne le sait vraiment. les résultats montrent quand même des choses intéressantes : en dehors des régions qui votent à 100% pour un candidat (ce qui est un succès tout à fait méritoire mais peu probable), on peut nettoyer les résultats.

On constate que ces élections ont été le résultat d'un double coup d'État. L'opposition a dit coup d'État de Moussavi, d'Ahmadinejad, coup d'État des Gardiens de la Révolution, des Bassidjis, des milices, qui ont bourré les urnes etc. Ahmadinejad savait qu'il devait passer au premier tour ou ne pas passer du tout. Donc il fallait qu'il gagne, et qu'il gagne bien. Donc comme d'habitude, et ce n'est pas nouveau, il a préparé le travail pour pouvoir être vainqueur au premier tour. Comme dans tous les pays du monde, il a changé les gouverneurs de province, les préfets, les sous-préfets, les directeurs de canton. Il a mis des maires à sa disposition. Il a construit un excellent réseau du ministère de l'Intérieur pour préparer les élections. Il s'est débrouillé pour qu'il n'y ait pas de bulletins Moussavi dans pas mal de bureaux de vote. Ahmadinejad a fait un « excellent » travail, pendant quatre ans, de voyages dans les provinces. Il mange par terre comme les gens, c'est un paysan comme les autres, un homme ordinaire. Quand il parle, on le comprend. Ce qui n'est pas le cas de Khatami qui a un langage d'intellectuel que comprennent les intellectuels, mais que l'ouvrier ordinaire iranien, ne comprend pas. Ahmadinejad on le comprend. Et donc, il fait un bon travail de président, et en tant qu'apparatchik il a fait un très bon travail aussi. Ce qui fait qu'il avait tous les moyens de pouvoir préparer des élections victorieuses. Les autres étaient perdus d'avance. On savait très bien, quelques mois avant les élections, qu'Ahmadinejad allait gagner, il avait tout fait pour cela. Mais, surprise générale, on se rend compte que Moussavi - candidat sorti du « congélateur » quelques semaines avant les élections - Moussavi cristallise une opposition. Et dans les cinq, six dernières semaines de l'élection, on se rend compte que sa campagne monte, prend, et qu'il approcherait les 50% : la victoire est jouable, le second tour est jouable. Et à ce moment-là, ils se sont rendu compte que l'autre candidat avait préparé le bourrage des urnes comme d'habitude, ce qui n'aurait pas dû poser de problème dans d'autres circonstances: Moussavi aurait été battu aux élections, il aurait protesté, et puis voilà. ais cette fois –ci ils ont préparé un

contre-coup d'État en disant : "On ne peut pas accepter qu'Ahmadinejad gagne cette deuxième fois, ce n'est pas admissible." Et c'est cela qui est nouveau.

Pour la première fois en Iran depuis 30 ans, les oppositions se sont réunies en disant "Il n'est pas possible qu'Ahmadinejad soit réélu. Ce n'est pas possible dans l'intérêt de la République islamique." Le problème était que cette opposition était divisée entre un ancien communiste - pour faire bref - Moussavi, qui est un ancien totalitariste socialisant qui a nationalisé l'économie du pays et conduit le pays dans la guerre ; un intellectuel de gauche Khatami, et un mafieux qui est Rafsandjani. Donc, trois personnages qui ont un lourd passif. Et qui se sont réunis dans les trois mois qui ont précédé l'élection. Ce qui peut expliquer que jusqu'à la dernière minute ils n'ont pas pu constituer une force importante.

Mais pourquoi l'opposition a-t-elle protesté, et dit : "Il n'est pas possible qu'Ahmadinejad soit élu." ? L'homme responsable de cette action révolutionnaire qui a bouleversé toute la donne, est Monsieur Barack Hussein Obama, qui le jour du Nouvel An, quelques mois avant l'élection, a souhaité la bonne année au peuple iranien et a cité à deux reprises de la « République Islamique d'Iran ». Il venait de reconnaître pour la première fois, depuis 30 ans que le Shah n'était plus là, que la République islamique était légitime, même si on ne l'aimait pas, et qu'il était prêt à discuter avec l'Iran. C'est donc une bombe, un bombardement efficace de la République islamique qui a été effectué par Obama, parce que l'opposition aux États-Unis constituait un des piliers de la République islamique. Les Américains ont détruit ce pilier en quelques secondes. Désormais, les États-Unis ne sont plus un ennemi de l'Iran, les États-Unis changent de politique. C'est un coup de pied dans la fourmilière. On ne peut plus ressortir les vieux slogans habituels : il faut trouver une stratégie.

Deuxième chose importante : qui dit ouverture aux États-Unis dit beaucoup d'argent, dit peut-être un jour la fin des sanctions, des contrats : l'Iran a besoin de milliards de dollars d'investissement. Et donc, celui qui va ouvrir la porte aux États-Unis, qui va réussir à serrer la main d'Obama, il est sûr d'avoir gagné pour 10 ans. Par ailleurs, ils savent très bien qu'Ahmadinejad, qui a une mentalité d'opposant systématique, ne sera peut-être pas capable de gérer la discussion avec les États-Unis, parce qu'il ne pourrait pas s'empêcher d'insulter Obama à peine l'aurait-il vu - ce n'est pas impossible - , ou de jouer avec lui. L'opposition dit : " Il ne faut pas rater cette occasion elle est unique, après 30 ans. On ne peut pas laisser à n'importe qui, le privilège de serrer la main d'Obama : il est indispensable de gagner." D'où le second coup d'État préparé par l'opposition, qui a préparé avant l'élection la grande manifestation du 15 juin : trois jours après les élections, 2 millions de personnes sont dans la rue. Un phénomène vraiment révolutionnaire. Quand 10, 20 ou 30.000 sont dans la rue, les CRS locaux maintiennent l'ordre et la manifestation est réprimée. Quand vous êtes 2 millions dans la rue c'est un autre phénomène. Il y a donc eu un phénomène révolutionnaire en Iran, pendant un moment on se demandait ce qui allait se passer. Où est mon vote ? Recompte des votes. Mais finalement, cette situation est très rapidement revenue à la normale, pour deux raisons.

D'une part, la répression a été dure : la grande manifestation du 15 juin s'est bien passée, mais les manifestations suivantes ont été durement réprimées. Les miliciens, ou des gens non contrôlés, ont donc assassiné des gens dans la rue, dont la fameuse Neda qui a été l'emblème de cette révolution pacifique. Et donc la répression étant forte, cela a évidemment calmé l'opinion.

Deuxième chose importante : les trois leaders de l'opposition ont beau être dans l'opposition et unis dans la protestation, aucun d'entre eux n'était vraiment prêt à donner son vote à l'autre, parce qu'il s'agissait pour les trois d'entre eux, Khatami, Rafsandjani, Karubi et même Moussavi, d'être celui qui serrerait la main d'Obama. Donc division de l'opposition. Par ailleurs ces gens-là, y compris Ahmadinejad, ont fondé la République islamique. Moussavi est un des fondateurs, plus qu'Ahmadinejad qui n'était jamais que sous-préfet pendant bien longtemps. Ces fondateurs de la République islamique ne tiennent absolument pas à être débordés par la foule. Or, dans la foule du 15 juin en Iran on trouvait toute la masse des gens qui voulaient que leur vote soit pris en compte, que Moussavi soit élu. Mais beaucoup aussi voulaient que ni Moussavi, ni Rafsandjani, ni Ahmadinejad ne soient élus, ils voulaient qu'il y ait un renversement de la République islamique. Un mouvement révolutionnaire dont personne ne voulait parmi les élites et leaders de la contestation. Résultat, toutes les belles paroles qui ont été données lors de l'élection sur l'unité, jamais ça ne continuera... Au niveau de la population, il y a une rupture majeure, les religieux sont divisés, l'appareil d'État est divisé, mais personne n'est prêt aller jusqu'au bout, pour le moment.

Résultat, Ahmadinejad, après quelques opérations de maintien de l'ordre a eu son gouvernement validé sans problème par le Parlement début septembre. Seuls deux ministres qui ont été toqués, ce qui ne pose pas de problème majeur. Il a même pris le luxe de mettre une femme ministre de la Santé. Une des femmes les plus sexistes, elle veut séparer hommes et femmes dans les hôpitaux, ce qui poserait quelques problèmes de santé. Ahmadinejad a fait un cabinet d'union sacrée, en rassemblant autour de lui le cœur du régime, des plus durs. Pourquoi ce revirement ? Les opposants ont, en fait, laissé leurs députés voter pour Ahmadinejad qui a eu les deux tiers des voix, grosso modo, au Parlement. Autrement dit, les Rafsandjani, les Gardiens de la Révolution critiques, et les Rezaï, tous les gens qui étaient pour un statu quo, une union sacrée, ont voté Ahmadinejad, qui donc se retrouve conforté avec un gouvernement bien élu, une répression qui finalement n'a pas été épouvantable - l'armée n'a pas tiré dans la foule, ce n'est pas la Guinée. Donc, après quelques soubresauts, il a une position forte qui restera forte, il a un gouvernement en place qui a toutes les raisons de rester pendant quatre ans. Il a soutenu le choc d'Obama, ce qui permet ainsi à la République islamique de se présenter devant la négociation en bon ordre de bataille.

Pour expliquer ce succès provisoire mais profond de l'opposition, il faut prendre en compte qu'en Iran il y a trois forces politiques : une force nationaliste, une force islamique, une force internationaliste. La Révolution Islamique d'Iran a été un consensus de trois forces et entre le Shah. Le Shah étant qualifié de

mauvais nationaliste, impérialiste américain, mauvais musulman et même critiquable pour son ouverture internationale n'était pas pour tout le monde, notamment la démocratie, les droits de l'homme. On avait donc les nationalistes et islamistes dans un camp, contre les internationalistes, c'est à dire les Etats-Unis, ennemis de l'Iran par définition. À partir du moment où Obama dit "Je ne suis plus ennemi.", toute la composante nationaliste des Iraniens qui était liée aux islamistes - ils ont été libérés. Il a libéré les nationalistes qui désormais font une translation, une migration vers l'international et abandonnent les islamistes. D'où le mouvement de moitié-moitié. On avait avant deux tiers d'islamistes nationalistes contre un tiers d'internationalistes. Au moment des élections c'était moitié-moitié. Et si la chose continue, si le mouvement de balancier continue, les nationalistes passeraient du côté international et l'on aurait alors deux tiers d'Iraniens opposés aux islamistes.

Monsieur Ahmadinejad confortablement élu cherche maintenant à être reconnu par les États-Unis et la communauté internationale, malgré les actions qu'il a pu mener. Il a d'abord bunkérisé le régime. En effet, le plus important pour la République islamique n'est pas une invasion militaire mais une invasion culturelle. Pour le Guide de la République islamique le pire des dangers ce n'est pas qu'une armée, que les Israéliens ou autres, envahissent l'Iran ou l'attaquent. Ils estiment en effet avoir les moyens de résister dans une bataille militaire. Mais une agression pacifique, aimable, de la culture américaine, des investissements américains, de la culture internationale, voilà le pire des dangers pour une République islamique qui a pour vocation de mettre les femmes sous un tchador, et de verrouiller le système culturel. Donc la République islamique se trouve aujourd'hui avec le défi suivant : d'être obligée de serrer la main d'Obama parce qu'elle ne peut pas faire autrement, notamment à cause des sanctions et de la pression internationale. Mais il faut également veiller à ce que cette ouverture ne renverse pas la République islamique. Donc, solution à la chinoise. Mais, sans Parti communiste chinois. Ahmadinejad victorieux se sent fort, il bunkérise le système, bloque l'opposition, met tout le monde en prison. Il est physiquement impossible de tenir une réunion en Iran, de produire un journal d'opposition. Les journalistes sont tous en prison, sauf le directeur parce que c'est un grand ayatollah. Donc, l'opposition est gelée. Il bunkérise le système. Il est à ce moment-là assez fort pour dire : "Je suis prêt Monsieur Obama à vous serrer la main." ; parce que les précautions ont été prises, on a barricadé portes et fenêtres. Et le Guide est rassuré : « vous pouvez discuter ». Est-ce que cette ouverture d'Ahmadinejad est juste une façon de répondre positivement pour montrer qu'il est de bonne composition et faire tout pour saboter la discussion avec Obama ? Tout ce qu'il dit c'est pour gagner du temps et finalement ne pas bouger. On ne bouge pas. Plusieurs éléments plaident pour cette analyse, mais ce ne sont que des hypothèses. L'autre hypothèse est plus dynamique :

D'abord la pression intérieure est forte, il faut donner une réponse à la société iranienne qui a manifesté. Provisoirement, on a éteint l'incendie en réprimant, mais il faut trouver une réponse. Tous ces jeunes qui sont à

l'université... L'Iran a plus d'étudiants que la France : il y a 2,4 millions d'étudiants, il y en a 1,9 million en France, pour une population un peu plus importante. Donc il y a besoin de réponses pour la société.

Deuxièmement les sanctions internationales ont été inefficaces pour remplacer le régime. Certains pensaient que les sanctions économiques, l'embargo sur l'Iran, qui concrètement est coupé du reste du monde, qui ne peut plus investir dans aucun domaine, provoqueraient un mécontentement social qui renverserait le régime. Ce genre de scénario est naïf, les sanctions ont affaibli l'économie iranienne et appauvri les Iraniens, mais renforcé le régime puisque jamais on n'a eu un régime aussi dur que le régime d'aujourd'hui. Donc les sanctions ont renforcé le régime islamique. Mais les sanctions ont créé la zizanie à l'intérieur de la République islamique, parce que parmi les islamistes, il y a des gens qui veulent un Iran développé, un Iran économiquement puissant ; ils regardent la Turquie à côté. L'Iran exporte aujourd'hui, en dehors du pétrole, des tapis et des pistaches, exactement comme au XVI<sup>e</sup> siècle, pas de différence, pétrole exclu. Ils ont exporté quelques 405 Peugeot et 206 en Irak, cela a changé pour 2008, mais c'est insignifiant. La Turquie a 80% de ses exportations industrielles. Cette situation sème la zizanie à l'intérieur du système, les sanctions internationales sont un problème pour un pays aussi développé que l'Iran.

Par ailleurs Ahmadinejad lui-même, est un populiste, il vient du bas de la société, il a fait une ascension sociale vertigineuse, il a autour de lui beaucoup de gens d'origine modeste qui ne sont pas les grands généraux des Gardiens de la Révolution, qui ne sont pas des fils d'ayatollahs, qui sont des gens inconnus. Ces gens-là voudraient réussir ce que les autres n'ont pas réussi à faire, ce que Khatami n'a pas réussi à faire en particulier, c'est-à-dire avoir une République islamique forte, libre, indépendante et reconnue. Une République islamique forte sur le plan économique, industriel, militaire etc, et reconnue comme telle de façon pacifique. Autrement dit, avoir à la fois un régime islamique et une ouverture, au moins un cessez-le-feu avec les États-Unis, puisqu'il n'est pas possible d'être une puissance régionale forte si les États-Unis et la Russie sont contre. L'Iran n'est pas capable de se confronter militairement aux États-Unis. Donc il faut au moins un consensus, un cessez-le-feu avec l'Amérique. Celui qui aura réussi à préserver l'identité de la République islamique et à faire que cette identité soit reconnue durablement par la plus grande puissance mondiale aura réussi le pari durable de faire que la République islamique reste solidement en place, et n'a pas de risque d'être renversée. Il aura gagné. Donc Ahmadinejad dans son deuxième mandat a cette ambition historique d'être celui qui aura réussi à ancrer dans la durée la République islamique, en s'ouvrant aux États-Unis qui effectivement sont le partenaire essentiel.

Comment les choses peuvent évoluer maintenant ? On sait que l'Iran a joué la montre pendant des années sur le nucléaire. L'Iran qui avait un programme nucléaire depuis la guerre Irak-Iran, un programme militaire évidemment, a continué à avoir ce programme. Il a fait l'objet d'un consensus, c'est-à-dire que tout le monde : nationalistes, islamistes et les savants, donc tout le monde était

d'accord sur le nucléaire. L'Iran est un pays de consensus où personne n'est d'accord dans la salle mais on finit par sortir de la salle avec une idée : que l'on ne fera rien. Ahmadinejad, dans sa grande sagesse a dit une fois que le programme nucléaire était comme un train lancé à cent à l'heure dont on aurait brisé les freins. Il a raison, mais ça veut dire aussi que lui-même non plus n'est pas dans le train, n'est pas capable d'aiguiller, de ralentir ou d'accélérer le train lui-même. Le train du nucléaire va son propre chemin. Si nous étions ici le bureau du Guide, et que l'ordre du jour était le budget du nucléaire pour l'année prochaine, est-ce que quelqu'un oserait lever la main en disant "Vous pensez que ce budget de 2 milliards de dollars n'est pas un peu important ? Celui qui dit cela est politiquement mort dans la seconde. Donc le budget du nucléaire continue, une technostructure continue. on pourrait donc dire que l'Iran joue la montre. Mais c'est peut-être plus compliqué.

La réunion de Genève ce jeudi 1 octobre 2009 dernier a été un événement majeur dans l'histoire contemporaine de l'Iran car il y a eu peu de commentaires. Le Monde la veille a fait six pages sur l'Iran, une bonne synthèse. Le lendemain il y avait quatre lignes sur les résultats disant : "Ça s'est pas mal passé." On ne dit rien. Pourquoi ? À mon avis, il s'est passé tellement de choses qui remettent tellement de choses en cause qu'aucun diplomate n'était capable seul de dire ce qu'il s'était passé et des perspectives nouvelles. Parce qu'il s'est passé beaucoup de choses peut-être, ou c'est peut être le début de beaucoup de choses, il y a une révision complète des politiques à mettre en place. Et donc les déclarations ont été modestes de chaque côté et on a décidé de ne rien dire. Preuve qu'il s'est passé quelque chose peut-être d'intéressant à creuser.

Pourquoi s'est-il passé quelque chose d'important ? D'abord, on n'a pas parlé de l'ordre du jour qui était Comment l'Iran doit obéir aux sanctions de l'ONU pour arrêter l'enrichissement de l'uranium à Natanz. La question n'a pas été abordée, parce qu'effectivement la question est déjà réglée. Les sanctions sont votées, l'Iran doit obtempérer. Mais ce n'était pas le problème. Le nucléaire en effet, n'a pas été la question centrale, elle a été traitée mais ce n'était pas l'objet des discussions. Les discussions ont en effet porté sur l'ensemble du dossier et, les Iraniens peuvent être contents, la proposition qu'ils ont faite le 9 septembre de l'année 2009, de façon très ostentatoire aux ambassadeurs des pays du Conseil de sécurité ne parlait pas du nucléaire mais d'un calendrier de belles paroles. Côté américain également l'objet de la réunion n'était pas le nucléaire, mais de rétablir les relations et la normalisation de l'Iran après 30 ans de rupture. Le nucléaire étant un dossier essentiel, un prétexte, un moyen, un levier, un outil mais pas le bout du problème. Évidemment, la bombe atomique est quelque chose d'essentiel, mais il y a mille autres questions importantes. Petit détail important, c'est Bill Burns qui est allé négocier à Téhéran, c'est-à-dire le vice-ministre des Affaires étrangères accompagné non pas de Rexxon Ryu le responsable nucléaire à la NSC (le National Security Council), mais de Puneet Talwar le spécialiste Moyen-Orient. Il n'y a pas de nucléaires chez les Américains, mais des généralistes. Côté français, c'est je crois le directeur de la Direction du Désarmement qui s'est rendu à Genève, parce que pour la France la seule question était le nucléaire. Le

nucléaire n'a pas été au centre des débats, c'était un débat général sur comment l'Iran va se réinsérer dans la communauté internationale. Débat dix fois, mille fois plus compliqué que le débat nucléaire, qui est déjà lui-même extrêmement sophistiqué. Mais pour la première fois, on prend l'Iran au sérieux, et donc des deux côtés on est un peu pris au piège. Schématiquement les Américains ont dit aux Iraniens : "Chiche ? Vous nous proposez la lutte contre le terrorisme ? Certainement. La démocratie ? Droits de l'homme ? Certainement. Le nucléaire et le protocole additionnel « Signons-le ensemble. » Et on peut signer oui à toutes les propositions iraniennes.

les Iraniens sont pris un peu à contre-pied parce que les rapports de force ont évidemment changé : l'Iran se présente à cette table des négociations comme un pays fort. Sa politique intérieure a été verrouillée, il a construit une muraille autour de lui, il estime avoir le peuple iranien avec lui, et le Guide l'a soutenu, et il parle de négociations. Mais en fait, et il sait très bien qu'il a derrière la porte la menace de l'opposition qui est là. Il sait très bien que si ça tourne mal, il peut y avoir - c'est une hypothèse qui n'est plus négligeable - une vraie révolution populaire en Iran. Donc, les Iraniens ne sont pas vraiment en position de force. \$\$\$\$

Ce qui a changé, est la présence dans les négociations de trois nouveaux acteurs. Auparavant il y avait les cinq pays membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne, acteurs connus. Mais pour la première fois, les États-Unis sont présents, ils étaient absents de l'Iran depuis 1980. Première fois, même si Bill Burns avait participé aux négociations de Genève l'an dernier, mais il n'avait strictement rien dit, il avait pour ordre d'être là pour le principe et de ne pas ouvrir la bouche. Il a donc rongé son frein pendant toute une journée. Là, il l'a dit et répété : "Si je vais à Genève c'est pour parler, c'est pour participer." Les Américains se lancent dans la discussion, non pas pour dire "On va faire un tour de piste et on va échouer, et ensuite on bombarde l'Iran, on l'attaque et on impose des sanctions nouvelles. ", ce n'est pas du tout l'esprit actuel américain. Ils ne sont pas partis pour perdre, ils sont partis pour gagner. Ils ont changé de stratégie. On sait que l'Iran est un dossier central sur lequel Obama s'est opposé à Hillary Clinton. C'est donc un dossier sur lequel il ne va pas tourner casaque. Vu les problèmes qu'il y a sur les healthcare, sur la Palestine et la colonisation, il faut qu'il gagne sur un dossier aussi majeur que l'Iran. Et il ne va pas changer d'opinion en quelques minutes. Les États-Unis s'attendent à ce que leur adversaire iranien soit le plus épouvantable du monde, ils sont prêts à cela. Et donc toutes les médiocrités, atteintes aux droits de l'homme et crises qui pourraient avoir lieu en Iran, ils préfèrent qu'il n'y en ait pas, mais ils savent très bien qu'il faudra faire avec cela. Ils sont préparés au combat, ils ont préparé l'armure pour cela. Mais ils y vont. Ce changement est très important, parce qu'on entendait parler jusque-là. Que l'on allait à Genève juste pour voir, parce que la diplomatie c'est quand même mieux que la guerre, il y avait un dogme de l'échec d'Obama dans les élections « Ce Monsieur Obama est sympathique et gentil, très honorable, mais il est un peu gamin, un peu jeune, c'est un Carter bis donc il va échouer. Les Iraniens sont très forts. » Enfin les États-Unis ne sont pas quand même la dernière puissance

du monde, leurs diplomates ne sont pas complètement nuls. Donc, penser que les Iraniens vont écraser les Américains en trois heures de discussion à Genève est un peu naïf. Mais le dogme de l'échec des négociations était là et on se demandait si l'échéance serait septembre, octobre, novembre, décembre : chacun y va de son petit pronostic. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé à Genève jeudi dernier.

Deuxième partenaire intéressant qui n'existait pas avant de cette façon-là : la Russie. Et c'est peut-être là un changement aussi important que le premier. La Russie en effet traînait les pieds. D'abord parce que la Russie est le seul pays qui a vraiment des moyens de pression sur l'Iran. Les sanctions internationales sont ce que l'on fait à distance, on interdit à une banque d'avoir des activités, c'est vraiment virtuel. La Russie, frontalière de l'Iran islamique pendant très longtemps, avant la chute de l'URSS, et qui a encore les pays du Caucase, d'Asie centrale comme tampon, la Russie a aidé l'Iran pendant la guerre Irak-Iran, dans le nucléaire (la centrale de Bouchir est russe), en matière d'armement (tout le réarmement moderne de l'Iran vient de la Russie), certainement en matière balistique, et l'on dit même qu'en matière nucléaire militaire il n'est pas impensable que quelque ingénieur russe au chômage soit allé se faire embaucher à Téhéran... Quand Poutine se rend à Téhéran le 17 octobre 2007 pour quelques heures il voit le Guide de la République islamique, il voit tout le monde. Il obtient, un accord sur le gaz, que le contrat de Total passera dans les mains de Gazprom, il livre le fioul nucléaire à la centrale de Bouchir, il décide de donner aux Iraniens des missiles S-300 pour protéger les centrales et décrète enfin que l'Iran ne sera pas attaqué, que la Russie le défendra. Tout cela en l'espace de cinq heures de séjour à Téhéran. Quel chef d'État est capable d'obtenir cela ? Les Russes oui. Ils ont beaucoup de fers au feu. Ils savent aussi que les missiles iraniens avant d'atteindre New York (pour lequel il y aura, il y aurait un bouclier antimissile) passeront par-dessus Kiev ou Moscou. Donc Kiev et Moscou sont beaucoup plus directement concernés par les missiles à moyenne portée iraniens que les hypothétiques missiles à très longue portée iraniens dans 20 ans. La Russie est directement impliquée dans le dossier iranien pour toutes ces raisons. De l'islamisme dans le Caucase, en Tchétchénie et en Asie centrale et toutes les régions que je viens de vous donner. La Russie bénéficie en outre de l'absence américaine depuis trente ans. Ils ont mis la main sur l'Iran. Pas complètement, de façon subtile, mais ils sont là. Enfin, les mers chaudes... 2500 ingénieurs russes se baignent dans le Golfe Persique depuis quinze ans à leur grand plaisir. La Russie a donc changé de tactique et les Américains ont payé le prix pour cela. Parce que jusqu'à maintenant ils traînaient des pieds, ils défendaient l'Iran, ils refusaient les sanctions qu'ils jugeaient inefficaces. Parce qu'ils disaient : les sanctions vont servir les Américains et pas nos intérêts à nous. Résultat, la Russie a aujourd'hui changé de politique parce que l'Iran les agace aussi... Il va trop loin. Il s'agit aussi pour la Russie, qui a des problèmes économiques graves, de ne pas heurter les Américains. Le changement de politique américaine, en enlevant le bouclier antimissile, est un changement stratégique important. Américains et Russes sont en phase maintenant, notamment sur le dossier iranien, puisque le bouclier antimissile concernait l'Iran. Donc pour la première fois les Russes, qui

étaient les empêcheurs de sanctionner en rond, et qui n'avaient pas non plus une politique vraiment dynamique vis-à-vis de l'Iran, les Russes sont prêts à travailler avec les Américains pour régler le problème iranien : cela change du tout au tout. La Chine, elle étant un peu hors course, faisant uniquement du business as usual, mais n'ayant pas un intérêt stratégique en Iran. Autrement dit, on a avec la Russie un nouvel acteur très important et qui est le seul, peut-être, à être capable de s'adresser au Guide de la République islamique, à Ahmadinejad qui fut le candidat russe dans les élections iraniennes. Larijani qui était le chef du Conseil de sécurité iranien a été limogé au profit de Djalili. Pourquoi ? Parce que Larijani était très anti-américain mais voulait un succès face aux États-Unis, et non pas face aux Russes. Autre solution : Ahmadinejad envisage de faire une alliance avec les Russes parce qu'ils peuvent fournir à l'Iran de la technologie, et un certain nombre de choses de haute technologie, dont de l'armement, qui permettraient à l'Iran de s'ouvrir, mais de s'ouvrir à la russe - pas de problèmes de droits de l'homme avec les Russes – au lieu de s'ouvrir avec les Américains. Donc Ahmadinejad a joué un peu la carte russe.

Mais tout ceci est dépassé. Aujourd'hui Russes et Américains sont ensemble pour traiter le dossier iranien, que l'on sait très complexe. Et cela change beaucoup les rapports de force, surtout pour l'Iran, qui était parti très allant en disant : "Je vais réussir à faire ce que j'ai envie de faire. Les Russes vont voter pour moi." Et ils se rendent compte que les Russes ne vont pas forcément voter pour l'Iran.

Le troisième acteur, c'est l'Iran, un pays qui n'est plus le même qu'avant le mois de juin : c'est un Iran qui se croit fort, qui est peut-être très faible dans la réalité. Ahmadinejad bombe le torse, il a lancé des missiles la veille de la réunion pour dire "Regardez comme je suis fort." S'il était vraiment fort, il n'aurait pas eu besoin de faire cela. Donc, on a un Iran qui se déclare fort, qui a bunkérisé le système, qui ouvre la porte, mais qui est dans une situation nouvelle et il a un peu peur car il devra faire des concessions.

Je ne parle pas de l'Europe qui n'est plus un acteur. L'Europe avait été l'artisan de la négociation avec l'Iran depuis des années, depuis elle le critique. Depuis Edimbourg en 1992, les Iraniens et les Européens ont discuté de l'affaire Rushdie qui a empoisonné les relations pendant dix ans, puis cela a été le nucléaire. L'Europe c'était aussi l'accord de De Villepin, Straw et Fischer en 2003, un grand succès diplomatique, passé en pertes et profits : les Européens se sont battus comme des diables pendant des années et aujourd'hui ils sont à contre-emploi en parlant toujours de sanction au moment où Américains et Russes parlent d'autre chose.

Donc, où en est-on aujourd'hui ? Est-ce qu'après ces réunions on va faire un pas en avant, ou en arrière ? Est-ce qu'on peut espérer quelque chose ? Le nucléaire est évidemment une chose essentielle dans cette discussion, même si elle porte sur la globalité. Un fait nouveau très médiatisé fut le site nucléaire de Qom, révélé quelques jours avant la réunion de Genève, et déclaré par l'Iran à l'AIEA : un bâtiment en cours de construction pour mettre 3000 centrifugeuses qui

étaient jusqu'à maintenant en attente. Ce site apparemment était connu des services secrets français, américains, anglais et israéliens. En fait, ils ont violé les accords du TNP, car l'Iran a signé un nouvel amendement, qui prévoit qu'il faut signaler six mois à l'avance, le début de la construction d'un bâtiment qui recevra du matériel irradié. Autrement dit, l'Iran aurait dû déclarer cela, mais cette usine a été apparemment lancée en 2004 du temps de Khatami. C'est donc une vieille histoire postérieure à l'accord d'octobre 2003 avec les Européens. Il y a certainement encore d'autres sites, d'autres usines clandestines en Iran, qui ne déclarent ses installations que lorsqu'il est obligé de le faire. Mais cela n'est pas la question. Tout le monde sait très bien que l'Iran a eu un programme nucléaire militaire. Ce programme en est pour l'instant à un stade civil. Il faut savoir gérer le nucléaire, c'est une industrie, une technologie sophistiquée. Que les Iraniens aient pas une usine ou deux en train de préparer la mise au point d'une bombe atomique, c'est possible, même si l'Iran s'en défend. Il n'empêche que sur le plan stratégique, un pays qui se lance dans une industrie nucléaire garde l'option militaire ouverte, c'est une évidence.

Mais pour l'Iran, le plus important, c'est qu'il est actuellement capable de pouvoir enrichir l'uranium. Il a la technologie et le savoir-faire, donc son but a été atteint. L'Iran peut produire dans des conditions technologiques et de rapidité suffisante, les quelque deux tonnes d'uranium enrichi faiblement qu'il faut pour pouvoir enrichir à 90 %, de qualité militaire qu'il faudrait pour fabriquer une arme atomique. La militarisation de cette arme pose des problèmes industriels sérieux. Mais on sait que l'Iran maîtrise actuellement la technologie pour faire à une date indéterminable, une bombe rudimentaire, type Hiroshima, intransportable, pour l'instant. La technologie est là, c'est une question de progrès, mais c'est une question d'années, ce n'est pas une question de principe. Donc l'Iran est aujourd'hui comme l'Allemagne, l'Afrique du sud, le Japon, un pays capable de produire une arme nucléaire. L'Allemagne ou le Japon en six mois s'ils décidaient de le faire, l'Iran ce sera quatre, cinq, ou dix ans, je n'en sais rien, mais le principe est le même. Pour l'Iran l'acquis est là. L'Iran est en pays du seuil nucléaire, capable de faire une arme atomique à un temps T. Donc le contrat est rempli. L'Iran peut dire « je peux accepter tous les contrôles que l'on veut, et au contraire développer mon industrie nucléaire civile, ça ne fera qu'alimenter ma meilleure connaissance de la gestion de cette technologie sophistiquée, mais je n'ai plus de problème de fonds, mon but est atteint, donc je peux faire des concessions."

De ce point de vue-là, le vrai changement vient d'une proposition qui a donc été diffusée sur Internet par le site de Bakchich la semaine dernière, qui est une note secrète de la Direction des affaires stratégiques et du Désarmement du Quai d'Orsay. C'est une note assez banale dans le fond mais qui annonçait une chose connue plus ou moins déjà l'Iran a demandé il y a déjà quelques temps à l'AIEA (l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique), qu'il avait besoin de renouveler les quelques 120 kg d'uranium enrichi à 20% nécessaires pour son industrie, pour sa recherche nucléaire en matière médicale. C'est en effet un réacteur de recherche vendu par les Américains à l'époque du Shah, dans les

années 70, qui avait été alimenté une première fois par les Américains, une deuxième fois par les Argentins en 92. Mais les Argentins ont eu quelques déboires, vous le savez, avec les Iraniens en matière de nucléaire, avec l'attentat contre le centre culturel juif, avec plus de 80 morts en 94, il y a deux hypothèses : ou on lui fournit cet uranium ou, si personne ne lui fournit, il l'enrichit lui-même. La Russie et les États-Unis ont décidé de prendre la demande iranienne en considération. La solution serait la suivante : l'Iran qui a environ une tonne et demie d'uranium enrichi à 3,5%, en infraction avec les décisions de l'ONU et du Conseil de sécurité. L'Iran vendrait à la Russie cet uranium. Cet uranium sortirait donc d'Iran pour être enrichi une première et, paradoxe, serait ensuite vendu à la France qui le compléterait, qui ferait la finition de cet uranium revendu ensuite à l'Iran. La France impliquée directement dans ce qui est un commerce ordinaire de l'uranium !. L'Iran vend des tapis, des pistaches, du pétrole. Il vendra de l'uranium enrichi à 3,5%. C'est un produit industriel comme un autre, sous contrôle de l'AIEA, pas de problème. L'Iran a gagné, l'Iran est reconnu comme étant une puissance nucléaire civile. Et en plus, ils font un travail avec la France qui est un vieux partenaire de l'Iran en matière nucléaire : business as usual, on revient en 1975, à la bonne vieille époque d'Eurodif. L'Iran reprend son travail dans l'énergie nucléaire avec la France, c'est une très bonne solution. Mais cela va à l'encontre des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, puisque cet uranium enrichi à 3.5%, l'Iran l'a produit frauduleusement en quelque sorte. Mais on en reste aux faits. Les sanctions de l'ONU passeraient par pertes et profits. L'Iran est reconnu comme puissance nucléaire.

L'avantage le plus important de cette opération « commerciale », c'est que pendant que cet uranium est en Russie ou en France, il n'est pas en Iran, il ne peut donc pas être utilisé pour faire une bombe atomique. Parce que l'Iran n'aura plus pendant un an de matière fissile, la matière nucléaire enrichie. Autrement dit, traiter l'Iran comme une puissance nucléaire civile, permet à l'Iran d'être satisfait : "Je suis reconnu comme une puissance nucléaire civile. Et d'autre part, cela permet à la communauté internationale d'être rassurée sur le fait que l'Iran n'aura plus, sur son sol, un stock d'uranium suffisant pour fabriquer une bombe. Cela dit, si l'Iran se retire du TNP, il a l'uranium, il peut l'enrichir dans un délai assez rapide, s'il en avait envie, mais ce serait une conflagration extrêmement forte. En attendant, l'Iran, on sait très bien aujourd'hui qu'il ne peut pas techniquement faire une bombe dans les trois mois, ou dans les six mois. Ce n'est pas l'Allemagne ou le Japon. Donc pendant 4 à 5 ans, il n'y a pas de risques. Que l'Iran pendant quatre, cinq ans produise de l'uranium à 3,5 %, et au fur et à mesure régulièrement le vende à la Russie, qui le vend à la France, qui le revendra à l'Iran, ou sur le marché international, ce genre de deal commercial peut être acceptable. Il y a donnant-donnant, ce qui permettrait aussi de rassurer Israël qui dit : "Je ne peux pas laisser l'Iran dans ces circonstances continuer comme cela, avec Ahmadinejad au pouvoir, qui a les moyens d'avoir de l'uranium à 90 %, dans de très faibles délais, et d'être un danger pour Israël." Cette hypothèse tombe dans la mesure où l'Iran n'aurait plus d'uranium à enrichir. On n'a pas beaucoup parlé de cela. France, Iran, États-Unis se rencontrent le 17

octobre 2009 à Vienne pour discuter de la faisabilité de ce projet. Les négociations seront certainement difficiles car on s'attend à ce que les Iraniens disent : "Je ne vous donne que 500 kilos d'uranium et non pas une tonne et demie, donc j'en garde suffisamment pour faire une petite bombe atomique si j'en avais envie." Mais la simple idée que la France soit assise à une table de négociations avec les Iraniens pour discuter de la faisabilité technique de l'achat d'uranium enrichi à l'Iran, explique pourquoi il n'y a pas eu beaucoup de communications vendredi matin après la réunion de Genève. C'est en effet une question nouvelle et très importante qui remet en cause complètement la politique française, mais aussi américaine, russe, et de tout le monde.

Une autre chose qui est importante, c'est qu'Ahmadinejad va bénéficier (peut-être, si les sanctions sont levées progressivement, que l'Iran rentre dans la communauté internationale), dont on sait le souci des droits de l'homme et de la démocratie, va bénéficier de cette ouverture, et va donc être renforcé et adoubé comme étant le représentant légitime du peuple iranien. Alors que l'on sait très bien que les élections ont été truquées, et qu'il a une opposition qui représente certainement la majorité de la population. L'opposition iranienne dit "Ce n'est pas possible, il ne faut pas accepter les discussions avec Ahmadinejad, il faut continuer à le sanctionner." Mais, jouons aux échecs. Les Iraniens, dit-on, ont inventé le jeu d'échecs. Peut-être, mais ils ont oublié les règles, ils ne savent plus y jouer. Et, que je sache, ce sont des Américains et des Russes qui sont les derniers champions du monde d'échecs, ce ne sont pas des Iraniens. Autrement dit les diplomates américains et russes ne sont pas les plus mauvais aux échecs non plus. Quand Ahmadinejad joue aux échecs, il veut faire échec et mat avec le premier pion qu'il bouge. Il se refuse à voir les autres pièces qui ont des fonctions différentes. Et puis il y a une stratégie pour y arriver. L'Iran triche souvent. Mais il est fort possible que l'Iran ait gagné dans un premier temps, qu'Ahmadinejad fanfaronne, en disant "J'ai gagné, les Américains viennent me manger dans la main, les Français aussi. Donc j'ai gagné." Mais il faut savoir que, comme le disait très justement le Guide de la République islamique, l'invasion culturelle ou économique occidentale est le pire danger pour la République islamique. C'est-à-dire que si les Américains et Occidentaux font que progressivement l'Iran devient un pays normal, qu'il n'y a plus de censure économique, ou de censure de migration vers l'Iran, la société iranienne va être confrontée pour la première fois depuis 30 ans à des Américains. Il n'y a pas un Américain dans la rue en Iran, et pas un Français. Des Gaulois venant de France, il y en a une centaine au total. Zéro. Pour la première fois l'Iran aura des ingénieurs de chez Total, de chez Elf, de chez Shell ou EADS - on peut rêver - qui viendront en Iran, et donc ils feront partie du paysage social et politique ordinaire de l'Iran. Une ambassade américaine à Téhéran, ou simplement un bureau de représentation changerait considérablement les choses. Autrement dit, on perd un pion, mais on prend une dame peut-être. D'autre part, quand on vend quelque chose à un pays, on dit : "C'est le Président Sarkozy, c'est le Président Obama, c'est le Premier Ministre Poutine, ou bien c'est Ahmadinejad qui a signé le contrat de..." Non, ce

sont les entreprises qui signent. Et lorsqu'on vend à l'Iran du blé, ce n'est pas à Ahmadinejad que l'on vend du blé, mais aux Iraniens qui le mangent, même si ensuite le gouvernement en question est satisfait de cette opération.

Donc, ouvrir l'Iran à l'extérieur c'est peut-être, dans un premier temps, faire croire que l'Iran a gagné. Mais c'est surtout complètement changer le rapport de forces, et faire que pacifiquement, courtoisement, démocratiquement, les Iraniens vont commencer à s'ouvrir à la culture internationale. Et donc c'est aux Iraniens que l'on s'adresse. Quand l'Iran a censuré Internet, Tweeter, etc, il y a eu scandale international. Et à juste titre : l'Iran coupait les relations internationales. L'embargo américain depuis dure depuis trente ans. L'interdiction pour les Américains d'aller en Iran dure depuis trente ans. Cet embargo-là, cette censure-là est beaucoup plus importante que de couper un fil de cuivre qui relie l'Iran à Internet. Et donc, ne pas confondre l'Iran médiatique, et l'Iran réel. L'économie n'est pas virtuelle mais réelle. Si l'ouverture politique est réalisée, on passe à des choses réelles. On parle à des Iraniens, non pas virtuels via la radio, la télévision, Tweeter ou Internet, mais à de vrais Iraniens qui travaillent dans des entreprises. Et cela peut changer considérablement les choses. Le Guide a raison d'avoir peur. Les diplomates doivent savoir jouer aux échecs.

Pour terminer, est ce que cela est crédible ? Est-ce que l'Iran va savoir jouer cette carte-là ? Est-ce qu'Ahmadinejad est capable de négocier, ou est-ce qu'il va être renversé par quelqu'un d'autre qui va être plus à même de débattre de tout cela ? Je ne sais pas. Certains disent en Iran qu'il faut attendre deux, trois, quatre mois, jusqu'au Nouvel An iranien, jusqu'à mars prochain pour voir ce qui va se passer. Parce que s'il y a une union sacrée aujourd'hui en Iran, c'est parce qu'un peu tout le monde avait peur d'une vraie révolution qui renverse tout le monde. Désormais, ils ont apporté leur soutien à Ahmadinejad pour que celui-ci négocie l'ouverture. Sur ce point, tout le monde est d'accord, il y a consensus : "Tu vas voir Obama, tu restes poli, tu fais quelques concessions ils ouvrent la porte et on peut commencer à travailler. Les sanctions peu à peu sont levées, des waivers, des dérogations faites pour le pétrole, pour le gaz, pour ceci ou cela. Et après on verra."

Mais la question c'est le partage du magot. Si toutes les factions iraniennes ont fait un consensus pour soutenir Ahmadinejad à court terme, c'est qu'ils entendent bien que les premiers accords - commerciaux notamment - avec les pays étrangers, se fassent de façon correcte. On sait que l'Iran a besoin, de l'ordre de 200 à 300 avions civils : les avions iraniens ce sont de vieux Tupolev pourris qui ont tendance à s'écraser assez régulièrement. Il faut changer complètement la flotte iranienne. C'est un marché considérable. Entre Boeing et Airbus, qui va avoir le marché ? Je n'en sais rien, mais c'est un gros marché. L'embargo sur les avions civils pourrait être levé progressivement pour des raisons humanitaires. Même chose pour les produits pharmaceutiques par exemple. Donc, qui va avoir le marché des avions ? C'est Monsieur Rafsandjani ? Les anciens Gardiens de la Révolution ? Mais lesquels ? Monsieur Ahmadinejad ? Le partage du fromage, c'est cela l'enjeu véritable. En République islamique, l'Islam a été oublié depuis longtemps. C'est maintenant une question de clans, de

réseaux, de business, c'est une question d'affaires. Donc il faut qu'Ahmadinejad joue le jeu. S'il réussit à partager bien le gâteau équitablement, et que tout le monde s'y retrouve, il va réussir à rester tranquille et à garder son pouvoir pendant quatre ans, même s'il y a des manifestations, des grèves. Toute l'élite politique est d'accord pour que ces jeunes soient mis sous le boisseau. Tout le monde sera d'accord finalement, si Ahmadinejad sait distribuer la manne du pétrole. Si par contre ça ne se passe pas bien, ou s'ils se rendent compte qu'Ahmadinejad n'est pas capable de bien négocier avec les Américains, là, certains disent qu'il pourrait y avoir en Iran des troubles graves (assassinats d'hommes politiques), que les Gardiens de la Révolution qui sont en réserve de la République et pour l'instant regardent la situation, pourraient prendre le pouvoir, véritablement, pour essayer de faire en sorte que la République islamique soit vraiment défendue, et que l'ouverture se fasse véritablement.

Quelle conclusion maintenant ? Je n'en sais rien, puisque l'avenir de l'Iran est déterminé par une nouvelle phase extrêmement active et dynamique de son histoire. Les acteurs sont différents, les enjeux sont clairs et tout à fait nouveaux. Mais quel sera le résultat ? Peut-être que même Dieu ne le sait pas. Merci.

- Jean Bétermier : Merci cher Professeur. En vous écoutant dessiner cette fresque, dans laquelle tout le monde aurait à gagner, sauf peut-être un pays qui risque de traîner les pieds assez longtemps : la Russie. Vous avez rappelé la position forte que ce pays tient en Iran, et on peut penser que Moscou ne souhaite pas particulièrement voir réintégrer rapidement le gaz iranien sur le marché mondial occidental. Et de la même manière, elle ne souhaite pas non plus voir à partir de là le gaz du Turkménistan ravitailler le nord de l'Iran et donc dégager des capacités supplémentaires, et tout ceci fragiliserait le grand jeu de la Russie sur le gaz et les hydrocarbures d'Asie centrale des deux dernières années. Et puis l'autre perturbateur, ou tout au moins l'autre frein peut être Israël, qui ne croira probablement pas que l'on sait tout, tout au moins le dira, et qui va tout faire pour obtenir en échange d'une certaine sagesse, une certaine patience, va tout faire pour qu'Obama le laisse tranquille sur l'affaire des colonies en Cisjordanie.

- Bernard Hourcade : Oui, je suis d'accord avec vous, les jeux ne sont pas faits. Et la Russie a plusieurs cartes à jouer. La Russie tire profit de la situation actuelle depuis trente ans. Tant que l'Iran ne produit pas de gaz, même si Gazprom s'est mis sur le golfe persique ne serait-ce que pour ne rien faire et geler les contrats, la Russie a gagné ces trente dernières années. Mais est-ce qu'on n'est pas arrivée maintenant à une situation où il faut trouver avec les États-Unis notamment, une solution durable ? Et est-ce qu'il n'y a pas eu avec le bouclier antimissile un rapprochement russo-américain qui est stratégiquement plus fort ?

Cela dit, la compétition entre les deux pays restera, sur le gaz c'est évident. La voie nord par la Russie ou la voie sud qui ne peut être ravitaillée que par le gaz iranien ne servira pas le monopole russe du ravitaillement de l'Europe occidentale.

Voilà de vraies questions. Mais la Russie traînant les pieds pour ne pas sanctionner l'Iran, ce n'est plus la question maintenant puisque la question c'est d'ouvrir l'Iran. Donc la Russie a toujours voulu protéger l'Iran. Donc il y a peut-être une solution donnant-donnant le dossier iranien est un élément très important mais pas essentiel. Par ailleurs, les investissements pétroliers ou gaziers demandent au moins cinq ans entre la décision et le premier mètre cube de gaz exporté. Donc avant que l'Iran ne soit un exportateur massif de gaz, il faudra au moins sept ou huit ans actuellement. Ça laisse du temps, d'autant plus que Moscou peut être en même temps avec Gazprom, un des acteurs de cette exportation, donc récupérer quelque part. Il y a plusieurs cartes à jouer.

Quant à Israël... On parle beaucoup de la carte israélienne, et Ephraïm Sneh, l'ancien ministre de la Défense israélien le disait récemment encore : les frappes sont plus que jamais d'actualité. Cela fait partie du discours récurrent des Israéliens, qui quand ils frappent ne préviennent pas. Il faut savoir également qu'en Israël aussi beaucoup de gens estiment que. -'est Ehud Barak qui l'a dit il y a quelque temps - l'Iran nucléaire n'est pas un danger stratégique pour Israël. C'est-à-dire que les problèmes d'Israël avec le Hezbollah ou le Hamas ne seront ni aggravés, ni améliorés par le fait que l'Iran ait la bombe atomique ou pas. C'est une autre échelle stratégique. C'est au moins l'idée qu'ils en ont. En Israël ce mot «danger stratégique» était le mot-clé entre ceux qui pensaient qu'il fallait impérativement avoir une action sur l'Iran à court terme, et ceux qui disent : "L'Iran nucléaire on n'en veut absolument pas, mais ce n'est pas un danger stratégique, donc n'aggravons pas la situation à court terme pour un danger qui est virtuel et à long terme, et que l'on saurait gérer." Ce qui veut dire que même en Israël tout le monde n'est pas de la même opinion, loin de là.

- Jean Bétermier : L'ambassadeur Froment-Meurice souhaite vous interroger, et ensuite l'ambassadeur Andreani...

- Henri Froment-Meurice : Oui, merci. Votre exposé est évidemment très très riche, très intéressant. Je ne vous cache pas qu'il me laisse perplexe. Premièrement, moi je n'ai aucune confiance en Monsieur Al-Baradei, j'ai peut-être tort, mais je n'ai aucune confiance en lui parce que je pense que beaucoup de faits qui ont été connus ont été occultés par lui. Donc, lui faire confiance aujourd'hui, pour vérifier ceci ou cela peut-être... Mais déjà par exemple l'accord qui a été réalisé il y a quelques jours sur le site de Qom : nous, nous avons, Français, demandé l'inspection immédiate. Ce sera le 25 octobre. Cela laisse trois semaines, pendant lesquelles on peut imaginer que certaines installations seront démantées. Premièrement.

Deuxièmement, je ne vois rien dans tout ce qui a été conclu à Genève, et sur lequel vous avez raison d'insister, c'est important, je ne vois rien qui signifie qu'il y ait un gel des centrifugeuses. Elles continuent à tourner. Et le stock d'uranium enrichi qui va être transporté en Russie et peut être en France etc, vous

l'avez d'ailleurs laissé entendre, on n'est pas du tout sûr que ce soit la totalité du stock actuel. Donc, il peut en rester encore pour continuer. Donc, moi je finis par me demander si peu à peu, à force de recul, Obama, qui recule là comme ailleurs je trouve, Obama ça vaut la peine de lui faire confiance ? Je ne suis pas sûr... Et donc est-ce que vous ne croyez pas qu'en fin de compte, le processus va suivre son cours, que l'Iran aura la bombe, et que du coup on sera très content de pouvoir passer des accords commerciaux, pétroliers, je ne sais pas quoi, vendre des avions et tout à l'Iran.

Alors la responsabilité, à ce moment-là, à qui incombera-t-elle ? À Israël, inévitablement. C'est-à-dire qu'il faudra qu'Israël décide s'il accepte - vous venez d'y faire allusion - qu'en fin de compte il accepte d'avoir un Iran nucléaire, donc qui neutralise sa propre force de dissuasion. Un Iran nucléaire d'ailleurs qui n'aura pas simplement des effets seulement sur Israël, mais sur le reste de la région. Et ce sera quand même non seulement évidemment une entorse majeure au Traité de non-prolifération, mais ce sera un changement complet d'équilibre dans l'ensemble de la région. Moi j'ai l'impression que le train continue, qu'on ne va pas l'arrêter, et que finalement... Parce que l'opposition, moi je n'ai jamais entendu Monsieur Moussavi dire que s'il arrivait au pouvoir, il renoncerait au programme militaire.

- Bernard Hourcade : Jamais non.

- Henri Froment-Meurice : Il n'a jamais dit ça. À aucun moment. Alors les droits de l'homme très bien. Nous serions très heureux que l'Iran devienne une démocratie. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que Monsieur Moussavi serait un vrai démocrate, mais enfin... Au-delà du problème du changement intérieur en Iran, il y a le problème pour nous fondamental : oui ou non est-ce que nous accepterions que l'Iran ait la bombe atomique ? Voilà.

- Bernard Hourcade : Je l'ai dit en commençant, la situation de l'Iran actuellement est bien claire, tant intérieure, que sur le plan nucléaire. L'objectif effectivement est que l'Iran ne devienne pas une puissance nucléaire militaire, on sait très bien les dangers - vous le soulignez très justement - de prolifération qui feraient que l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Turquie et combien d'autres pays, se lanceraient dans la même aventure et ce serait une catastrophe internationale. Non, l'objectif est vraiment que l'Iran n'ait pas d'arme atomique. Mais pour atteindre cet objectif, que peut-on faire ? Est-ce que l'on peut mettre la limite à zéro centrifugeuse : l'Iran n'a pas le droit d'enrichir ? Ou l'Iran a le droit d'enrichir dans des conditions à déterminer ? Est-ce que l'Iran aujourd'hui a cette technologie ? Il l'a. Il a ses 8000 centrifugeuses qui tournent. Il a sa tonne et demie d'uranium enrichi à 3.5%. Il a la technologie pour cela, c'est un fait objectif. Donc, est-ce qu'il est utile de continuer à dire "L'Iran n'a pas le droit d'enrichir." ? Et est-ce que

continuer ce genre de discussion n'est pas défendre une barricade qui a déjà été prise ? Est-ce qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de placer la barricade et le mur sur une position défendable, qui soit effectivement défendable ? Sachant que beaucoup de pays émergents, le Brésil en particulier est beaucoup plus près de la bombe atomique que l'Iran. Il peut le faire, plus rapidement. Et d'autres pays du même genre pourraient le faire. On sait très bien que l'exemple iranien, s'il de l'Iran il franchit la frontière, c'est une explosion dans le monde entier. Donc trouvons une position qui soit défendable. C'est la question, effectivement, qui incombe ensuite à l'AIEA. Baradei n'est pas fiable, je suis d'accord avec vous peut-être... Je n'ai pas les connaissances dans le détail. Mais il quitte ses fonctions prochainement, et donc ce n'est plus lui qui sera tellement en charge de ce dossier, son voyage à Téhéran est le dernier qu'il doit effectuer. Donc, il est certain que l'Iran actuellement est pratiquement sans contrôle majeur. Et l'on sait très bien que pendant l'année où l'Iran a été signataire et a exécuté le protocole additionnel au Traité de Non-Prolifération, les ingénieurs de l'AIEA et les inspecteurs ont eu des informations sur le nucléaire incomparablement supérieures à ce qu'ils ont eu par la suite. Autrement dit personne n'est jamais sûr de rien.

L'objectif c'est que l'Iran n'ait pas la bombe, il y a une unanimité internationale à ce sujet-là, cela ne fait pas de doute. Mais comment l'empêcher ? Est-ce que c'est de dire : il n'y a pas de centrifugeuse, il n'y a pas d'enrichissement ? Ou bien une position qui est vraiment défendable, en disant à l'Iran : "Vous pouvez enrichir dans des conditions précises, contrôlées.", et que les ingénieurs de l'AIEA, effectivement, qui sont quand même - il n'y a pas que Monsieur Baradei - puissent vérifier la production, qui suit un circuit normal et international, civil . Est-ce qu'on peut bloquer un pays ? Ca semble utopique. Le gouvernement iranien n'a jamais été aussi pire et la bombe atomique iranienne n'a jamais été aussi proche. Donc ce qui a été fait jusqu'à maintenant : les sanctions de l'ONU, les injonctions verbales, n'ont abouti à rien. Alors certains disent qu'il faudrait une sanction beaucoup plus forte, une détermination, y compris militaire éventuellement, des signes militaires très tangibles pour que l'Iran arrête. C'est là qu'on peut se demander : est-ce que dans un scénario de paroxysme de crise, est-ce que l'Iran au contraire, ne risque pas de se bunkériser encore plus ? Et de voir un consensus qui est en train de s'effriter actuellement, se refaire ? Et donc, la bombe iranienne sera encore plus proche qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'Iran est un pays émergent, il faut tenir compte de cette émergence, de mon point de vue. Il faut donc avoir une stratégie souple qui permette d'être fort sur les barricades dont on a défini les positions, sur des lignes rouges que l'on a clairement tracées. Pour l'instant, les lignes reculent de jour en jour, vous avez raison le dire.

- Henri Froment-Meurice : Oui, en complément à ce que vous venez de dire en évoquant les sanctions militaires, il me paraît important de relever qu'il y a une dizaine de jours ou la semaine dernière, le ministre de la Défense des États-Unis,

Robert Gates, a déclaré, estimé qu'une action militaire massive retarderait au mieux de trois ans le programme, et au prix d'une catastrophe géopolitique majeure.

- Un intervenant dans la salle : J'ai trouvé votre exposé extrêmement intéressant. Je voudrais quelques précisions sur les dires dont vous parlez. Est-ce qu'il s'agirait de transférer la totalité du stock d'uranium ? Mais qu'est-ce qu'on en ferait ? Une partie de l'uranium reviendrait sous forme d'uranium à 20%, mais les Iraniens n'ont pas besoin pour un réacteur de recherche de transférer l'équivalent à 20% de la totalité de leur stock d'uranium. Sans compter tout ce qui serait produit entre-temps.

- Un intervenant dans la salle : Je ne vois pas très bien comment tout le stock d'uranium faiblement enrichi pourrait s'enfourner dans le réacteur de recherche...

- Bernard Hourcade : Je ne suis pas un ingénieur pour savoir combien de tonnes d'uranium à 3.5% il faut pour avoir les 116 kg d'uranium à 19,5%, dont a besoin l'Iran dans le cadre de l'AIEA. Le principe si vous voulez c'est un, que l'Iran est reconnu comme ayant le droit d'enrichir, c'est le premier élément. Et deuxièmement, en compensation, pour être sûr que l'Iran ne produise pas une arme atomique de façon très concrète dans les deux ans qui viennent, que le stock d'uranium ne soit jamais plus de X kilos en Iran en même temps. Donc que l'Iran exporte en quelque sorte, au fur et à mesure qu'il produit, c'est là l'objet de la négociation. L'idée est là que l'Iran n'ait jamais sur son sol une quantité d'uranium suffisante pour faire une bombe très rapidement, ce qui permettrait une certaine sécurité. C'est également une mesure de confiance de la part des Iraniens. Pour eux ce n'est pas un problème de donner une tonne et demie d'uranium actuellement à la Russie ou à la France, s'ils n'ont pas besoin puisqu'ils n'ont pas la technologie pour faire une bombe à court terme, et qu'ils ont la technologie pour faire en six mois les deux tonnes d'uranium qu'il leur faudrait pour faire une bombe s'ils en avaient envie un jour. Donc le fait de donner cette tonne et demie est une mesure de confiance à court terme, qui ne résout pas le problème de fond Monsieur l'ambassadeur, vous avez raison. L'Iran pourra toujours produire, s'il en a envie, dans trois ans, en l'espace de quelques mois, l'uranium hautement enrichi qu'il lui faudrait. Puisqu'il a la technologie. Mais il faudrait pour cela qu'il rompe avec toute la coopération établie pendant les années de coopération qui se seront passées. Et c'est quand même un peu plus difficile à faire. Mais il s'agit d'un processus, il ne s'agit pas d'une décision qui a été prise. Pour l'instant on n'en sait rien.

- Un intervenant dans la salle : Merci Bernard de cette présentation qui a l'avantage de la nuance dans un dossier dans lequel les positions sont assez tranchées. Depuis que je suis un peu les affaires iraniennes, et on s'est un peu connus là-dessus, j'ai entendu différentes prévisions sur l'échéance du programme nucléaire iranien. Alors la première fois, c'était en 94 après, cela a reculé en 96, après cela a reculé en 99, après cela a reculé en 2002, après c'était 2006 et maintenant ça va être 2010, quelque chose comme ça... Je me pose donc un problème sur la crédibilité de Monsieur Al-Baradei puisque l'essentiel de ses informations étaient des informations provenant de services de renseignements qui étaient soit américains soit israéliens. Donc j'ai un problème en tant qu'Européen : que dois-je penser de ce que l'on m'a raconté pendant des années sur l'échéance imminente d'un programme nucléaire iranien, dont, d'un autre côté, l'AIEA et Monsieur Al Baradai disaient qu'il n'était pas à ce point d'avancement ? Donc j'ai des doutes sur les sources, si vous voulez, sur les sources qui se formulent à l'égard du programme nucléaire iranien. Deuxième aspect qui effectivement me gêne aussi, la mesure du risque. Je ne connais pas de pays plus islamiste que l'Arabie Saoudite. En tout cas l'Iran dans sa version actuelle n'est pas propagandiste islamiste comme il l'a été en d'autres temps. D'autre part, je ne connais pas de pays plus proliférant que le Pakistan. Donc je me pose une deuxième question, c'est quelle est la nature de l'intensité du risque qu'on est en train de faire peser aujourd'hui quand on analyse l'Iran ? Donc j'en arrive à quelque chose qui est quand même un cas, pour moi Européen, qui me pose un problème : quelle capacité d'évaluation propre de la situation iranienne avons-nous ? En termes nucléaires, en termes militaires etc, quels sont les moyens d'action dont nous disposons ? Nous sommes totalement dépendants et nous sommes quasiment absents de la négociation, je crois que Bernard l'a signalé. Donc je me pose quand même des questions sur la fabrication de l'ennemi qu'on a produite sur l'Iran qui, si l'on y réfléchit bien... Et placé à la place de n'importe quel homme d'État iranien, je ne connais personne dans cette salle qui n'aurait pas décidé de construire un programme nucléaire pour sécuriser un pays qui, depuis cinquante ans, fait l'objet de toutes les attentions internationales parce qu'il a du pétrole. Donc, rappelez-vous que le programme nucléaire iranien a été lancé par Rafsandjani, celui que nous appelons un modéré, et que depuis il a été suivi par tous les régimes iraniens. Donc je me pose des questions sur les processus d'analyse que j'entends très souvent, notamment de gens qui sont des spécialistes de la prolifération. Il y a un processus de fabrication, de diabolisation de l'ennemi.

- Bernard Hourcade : Oui, c'est un des problèmes qu'il y a sur l'Iran, c'est que tout le monde a une idée très arrêtée et une solution définitive. Or, on manque cruellement d'informations sur l'Iran. La situation de Clotilde Reiss, le montre bien cette étudiante française est, vous le savez, en prison à Téhéran depuis le mois de juillet, en liberté surveillée depuis peu. Cette affaire dramatique est tout à fait symptomatique de la réalité. Avoir un lecteur de français dans une université est

un fait inhabituel en Iran. Il y a des centaines de Français qui sont en Angleterre comme lecteur de Français dans les universités, dans les lycées, c'est parfaitement banal. Mais à Ispahan, c'est la première fois depuis 1978 qu'il y a un Français qui enseigne. Quand j'ai fait une conférence à l'université de Bandar Abbas j'avais à l'entrée, le recteur qui m'attendait et un grand panneau : "Bienvenue à Bernard Hourcade." J'étais même qualifié de directeur du CNRS. Première fois qu'un étranger faisait une conférence à Bandar Abbas depuis trente ans. Il n'y a aucun étranger en Iran. Je ne connais pas les ressources de renseignement des différents services secrets. Je ne sais pas d'où ils sortent leurs informations, mais elles sont tellement contradictoires. Un officiel israélien m'a dit lors d'une conférence "Écoutez Monsieur, moi j'ai des informations que vous n'avez pas, et je vous dis que dans deux ans la bombe iranienne, elle explose. " C'était en 92. L'Iran on ne le connaît pas, dans aucun domaine, ni celui de la littérature contemporaine, ni celui du nucléaire. C'est une terra incognita totale ou presque... Ce qui fait que pour les négociateurs qui vont travailler, c'est extrêmement difficile. Vous ne savez pas qui est en face, comment il marche, quelles sont les pressions sur les gens qui sont en face. L'ignorance de nos amis américains et français sur comment fonctionne l'Iran est incommensurable. Et d'autant plus incommensurable que chacun a des idées arrêtées sur la question, et sait comment il faut faire. Il y a là un problème d'information extrêmement grave, parce que c'est un pays qui a été isolé. Et un pays aussi important que l'Iran, avec les relations internationales, cette bourgeoisie, les traditions, son pétrole, son gaz, son nucléaire, soit ainsi coupé du reste du monde pose un vrai problème de sécurité internationale.... Pourquoi cela?

C'est le résultats de trente ans d'embargo économique, il est de facto interdit ou plutôt impossible faute d'opportunité, à un ingénieur d'aller en Iran. Résultat personne n'y va. Renault qui est l'entreprise la plus importante par le nombre d'expatriés, avec je crois cinquante ingénieurs expatriés. Total a trois expatriés, un pour Total général et 2 pour Lubrifiants Total... Une des plus grandes compagnies internationales de pétrole. Les autres c'est zéro. Autrement dit, le manque d'expérience de l'Iran est très grave. On fait mal l'évaluation du risque. On est bien d'accord sur le fait que ce serait catastrophique si l'Iran avait une arme atomique, mais à force de faire du wishwful thinking, de penser que... on laisse courir. Et l'Iran continue à faire ce qu'il veut. Parce qu'on fixe un objectif qui est parfaitement utopique. On dit à l'Iran : vous n'avez pas le droit d'avoir des savants qui travaillent... Ce n'est pas possible cela. Et donc à force de donner des objectifs irréalistes, l'Iran remplit le trou entre cet irréalisme et la situation présente, résultat : on est systématiquement débordé par l'Iran. Alors qu'il faut mettre une barrière devant l'Iran, pas derrière. Devant l'Iran pour lui dire : "Tu ne dépasseras pas cette frontière. " Et non pas lui dire "Il faut que tu reviennes en arrière de dix ans." Cela est complètement naïf. Dans la situation actuelle, un des problèmes, je ne l'ai pas évoqué, c'est effectivement le Pakistan et l'Afghanistan, et c'est un des points d'union entre l'Iran et les États-Unis. Le danger mortel pour l'Iran, ce n'est pas la bombe israélienne, c'est Al-Qaïda et les talibans et les sunnites radicaux en Afghanistan et au Pakistan, si jamais il y a un changement

politique. C'est la question fondamentale. 200 millions d'islamistes radicaux qui ont une bombe déjà prête ou 200, 300 bombes sous la main, c'est pour l'Iran chiite, qui se prétend la puissance organisatrice du Moyen-Orient, comme puissance, comme à l'époque du Shah, gendarme du golfe Persique, c'est fini. Et pour l'islamisme radical, et pour le chiisme, et pour l'Iran en tant que puissance régionale c'est terminé. Or, c'est un risque qui n'est pas nul. Et l'Iran ne peut pas tout seul combattre cette opposition-là. Donc, il faut trouver une solution pour que l'Iran puisse être une puissance régionale, et pour cela il faut que les Américains jouent le jeu. D'où la nécessité, même pour le plus radical des islamistes iraniens comme Monsieur Ahmadinejad, de trouver un deal avec les Américains, pour qu'il y ait un cessez-le-feu avec eux. Ils ont des intérêts communs. C'est une raison d'être optimiste, mais.. je suis toujours naïf.

- Une intervenante dans la salle : Bonjour, je suis journaliste. Écoutez, dans tout le grand jeu que vous nous avez décrit, derrière l'Iran, les principaux protagonistes sont les États-Unis et la Russie. Dans cette stratégie du donnant-donnant ou gagnant-gagnant comme on dit, est-ce que finalement la France ne paraît pas devoir être le grand perdant ? Et puis aussi à cause des dernières positions qu'elle a manifestées à l'égard de la situation en Iran ?

- Bernard Hourcade : Sans rentrer dans la politique politicienne française, il y a un renversement intéressant dans la mesure où la France était le pays le plus allant et le plus favorable aux négociations, et qui a montré qu'il savait négocier avec l'Iran, et a obtenu beaucoup de choses de l'Iran en échange, pendant des années. Les Américains avaient une position contraire. Et aujourd'hui les positions se sont renversées. Cela dit, le débat est ouvert en France et on peut regretter effectivement qu'il y ait ce décalage actuellement entre France et États-Unis. Effectivement la stratégie ou la tactique française vis-à-vis de l'Iran n'est pas la même que celle des États-Unis. Certains disent aussi que c'est se partager les rôles, qu'il est nécessaire que sur l'Iran il y ait une pression. Et que certains dans les six qui sont en face de l'Iran insistent - c'est un peu la distribution des rôles - sur le fait que si l'Iran ne joue pas le jeu, ne fait pas de concession, on pourrait passer à un autre scénario. Mais la position français a une influence de marginale , excusez-moi de traiter la France de marginale, mais face au nouvel acteur américain .... Le rôle de la France peut être vu comme une espèce de jeu, une pièce de théâtre dramatique dont les auteurs sont franco-américains. Cela dit, je n'y crois pas beaucoup.

- Jean Bétermier : Je crois que le moment est venu de vous remercier très chaleureusement. Vous nous avez passionné.